

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 23 Avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DIFEUDIS**

4 RUE DES CHAMPS GEONS

—

35170 Bruz

Références : UD35/2025-115  
Code AIOT : 0100003942

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement DIFEUDIS implanté 2 Rue des Fermes Gauloises – 35230 Bourgbarré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIFEUDIS
- 2 Rue des Fermes Gauloises – 35230 Bourgbarré
- Code AIOT : 0100003942
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Diffeudis est un site de stockage dédié aux marques du groupe. Ce denier est spécialisé dans les matériaux de combustion pour cheminée et barbecue ainsi que tous les produits annexes (allume feu, équipements...)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14 ou R 181-46 ou R 512-46-23	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 6.2.1	Sans objet
4	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 6.2.1.2	Sans objet
6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions constructives du site de Bourgbarré, autorisé en 2023, sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Les procédures de gestion du site sont en place et n'appellent pas de remarques de la part du service d'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14 ou R 181-46 ou R 512-46-23
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.
<b>Constats :</b>  L'installation correspond à celle décrite dans le dossier, 2 cellules et 1 hall.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cantonnement et désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m. La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cellules sont bien équipées d'écrans de cantonnement et de dispositifs de désenfumage. L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs du respect de la réglementation sur ce point :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la limite à 1650 m<sup>2</sup> pour les cantons</li><li>• la surface utile des exutoires de désenfumage supérieure ou égale à 2% de la superficie de chaque canton</li></ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Dans le délai d'un mois à la réception du présent rapport l'exploitant transmettra les justificatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de la limite de 1650 m<sup>2</sup> par canton</li><li>• de la surface utile des exutoires de désenfumage supérieure ou égale à 2% de la superficie de chaque canton</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> Le système de détection automatique d'incendie et les alarmes associées, prévus par le point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 susmentionné, disposent de blocs autonomes électriques permettant le fonctionnement de ces équipements en cas de coupure. Le système automatique de compartimentage des cellules de stockage en cas de détection incendie doit être conçu pour fonctionner en cas de coupure électrique. Le système de détection automatique d'incendie est obligatoire au sein des cellules de stockage, du hall de préparation et des bureaux et locaux sociaux. Les alarmes associées sont perceptibles dans l'ensemble de ces zones.
<b>Constats :</b> Le système de détection automatique incendie est en place et couvre l'intégralité du bâtiment. L'automate de sécurité ne présente aucune alarme ou défaut en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 6.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les dispositions prévues par l'arrêté du 11/04/2017 susmentionné, l'installation est dotée d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'un volume de 700 m <sup>3</sup> minimum. Le réseau des eaux pluviales est conçu pour permettre la rétention des eaux d'incendie au sein de ce bassin en cas de fermeture du moyen de confinement du réseau des eaux pluviales.
<b>Constats :</b> La rétention est en place, le volume disponible correspond à celui imposé dans l'arrêté préfectoral. La vanne est en position ouverte et manipulable directement en cas d'incendie. Un test a été réalisé en présence de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition
<b>Constats :</b>  Aucun exercice incendie n'a été réalisé, le prochain est à programmer au premier trimestre 2025 le compte rendu ainsi que le plan d'action seront communiqués à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 6 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b>  L'état des stocks a été présenté et correspond à la situation administrative et réelle de l'établissement. Des éléments sur la gestion des éventuelles incompatibilités sont à communiquer à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective